

Brochure n° 3110

Convention collective nationale

**IDCC : 2247. – ENTREPRISES DE COURTAGE
D'ASSURANCES ET/OU DE RÉASSURANCES**

**ACCORD DU 11 DÉCEMBRE 2009
RELATIF AU FINANCEMENT DU FONDS PARITAIRE DE SÉCURISATION
DES PARCOURS PROFESSIONNELS**

NOR : ASET1050393M
IDCC : 2247

Vu l'accord du 22 décembre 1994 portant création d'OPCASSUR ;
Vu la convention collective nationale des entreprises de courtage d'assurances et/ou de réassurances du 18 janvier 2002 ;
Vu l'avenant à l'accord sur la formation professionnelle du personnel des entreprises de courtage d'assurances et/ou de réassurance du 8 novembre 2004 ;
Vu la loi du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie,
les parties signataires conviennent ce qui suit :

Article 1^{er}

*Financement du fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels
par les entreprises de courtage d'assurances et/ou de réassurances*

En application de l'article L. 6332-19, 1° et 2°, du code du travail, le fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels est alimenté notamment par les sommes correspondant à un pourcentage compris

entre 5 % et 13 % de la participation des employeurs au titre du plan de formation et de la professionnalisation calculée dans les conditions définies par les articles L. 6331-2 et L. 6331-9 du code du travail.

Pour l'année 2010, ce pourcentage est fixé à 13 %. Dans l'hypothèse où le pourcentage fixé par arrêté ministériel serait différent, les parties conviennent de se réunir de nouveau pour réviser le présent accord.

Les sommes dues à ce titre par les entreprises de courtage d'assurances et/ou de réassurances relevant du champ du présent accord sont versées à OPCASSUR.

Article 2

Règles d'imputation

Pour l'année 2010 (années salaires 2009), l'imputation des sommes visées à l'article 1^{er} du présent accord est déterminée de la façon suivante :

- pour les entreprises de moins de 10 salariés :
 - une somme égale à 0,0429 % ($0,55 \times 60 \% \times 13 \%$) de la masse salariale de l'entreprise, imputée sur la contribution due à OPCASSUR au titre de la professionnalisation ;
 - une somme égale à 0,0286 % ($0,55 \times 40 \% \times 13 \%$) de la masse salariale de l'entreprise, imputée sur la contribution due à OPCASSUR au titre du plan de formation ;
- pour les entreprises de 10 à moins de 20 salariés (art. L. 6331-14 du code du travail) :
 - une somme égale à 0,0819 % ($1,05 \times 60 \% \times 13 \%$) de la masse salariale de l'entreprise, imputée sur la contribution due à OPCASSUR au titre de la professionnalisation ;
 - une somme égale à 0,0546 % ($1,05 \times 40 \% \times 13 \%$) de la masse salariale de l'entreprise, imputée sur la contribution due à OPCASSUR au titre du plan de formation ;
- pour les entreprises de 20 salariés et plus :
 - une somme égale à 0,1092 % ($1,4 \times 60 \% \times 13 \%$) de la masse salariale de l'entreprise, imputée sur la contribution due à OPCASSUR au titre de la professionnalisation ;
 - une somme égale à 0,0728 % ($1,4 \times 40 \% \times 13 \%$) de la masse salariale de l'entreprise imputée sur la contribution due à OPCASSUR au titre du plan de formation.

Article 3

Date d'effet et durée

Le présent accord entrera en vigueur au 1^{er} janvier 2010 pour une durée de 1 an.

Article 4

Dépôt légal et extension

Les signataires s'engagent à effectuer les démarches nécessaires au dépôt légal et à l'extension du présent accord.

Fait à Paris le 11 décembre 2009.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

Chambre syndicale des courtiers d'assurances.

Syndicats de salariés :

Syndicat national de l'encadrement du courtage et des agences d'assurances CFE-CGC ;

Fédération des services (branche assurance) CFDT ;

Syndicat national de l'assurance et de l'assistance CFTC ;

Fédération nationale des personnels des secteurs financiers (assurance, banque, crédit) CGT ;

Fédération des employés et cadres, section fédérale des assurances CGT-FO.